

En mai, avec la FSU, agissons pour nos droits

1^{er} MAI 10H 30

Bel Ebat Evreux

- Pour les droits des salariés de tous les pays,
- Pour la solidarité internationale,
- Pour les libertés ici et dans le monde.

22 MAI : GREVE FONCTION

PUBLIQUE à l'appel de la FSU et de toutes les fédérations de fonctionnaires.

Pouvoir d'achat / Emploi / Statuts / Services publics pour tous :

URGENCES PUBLIQUES !

Editorial

Merci Macron !

Saura-t-on jamais si notre Président fait preuve d'humour déplacé ou de mépris exacerbé, ou les deux à la fois ? En tout cas qu'il soit interrogé par des journalistes dociles ou plus vindicatifs un sentiment bien réel s'impose : les « réformes » qu'il entend mettre en œuvre vont à l'encontre des attentes de la population et des besoins de notre société.

Des universités jusqu'aux tribunaux, en passant par les hôpitaux, l'Ecole et la SNCF, c'est la même volonté d'être entendu et que les propositions portées par les salariés soient prises en compte.

L'enjeu aujourd'hui est, non seulement, de s'opposer aux régressions mais aussi de faire triompher ces vraies alternatives. C'est ce que font les syndicats et les agents de la SNCF (pour leur statut professionnel mais aussi pour celui du service public ferroviaire). C'est ce que fait la FSU, par exemple, face à la réforme des lycées et à Parcoursup.

Ces actions ne pourront gagner sans une mobilisation de toutes et tous. De partout monte l'exigence de plus de justice sociale : Macron n'y répond pas ou juste par le mépris du nanti.

Le 1^{er} Mai doit être l'occasion d'une convergence public/privé/jeunes. Le 22 mai, la grève de l'ensemble de la Fonction Publique, sera la démonstration que nous ne renonçons ni à nos droits ni aux services publics.

Patrick BEZAULT

Sommaire : **Une** : Editorial **Page 2** : RETRAITES ou retraites ? / 22 mai
Page 3 : Réforme du lycée/ CHSCT **Page 4** : Crémaillère FSU 27

SNASUB - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNETAP - SNICS - SNPES/PJJ -
SNUAS/FP - SNUEP - SNUipp - SNUITAM - SNUPDEN - SNU/TEFI - SNUTER

CREMAILLERE FSU 27

Voir p. 4



U.
F.S.U.

ENSEMBLE
NOUS AVONS GAGNÉ...
ÇA SE FÊTE LE 25 MAI !

U.
F.S.U.

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

RETRAITES ou retraites ?

Notre système actuel de retraite est sensé garantir la solidarité entre générations, mais aussi de préserver l'égalité au sein de chaque génération !

Ce qui nous est proposé ne répond en rien à ces exigences !

S'il est vrai que le système actuel des retraites est devenu complexe, voire obscur pour l'ensemble d'entre-nous, il assure cependant et encore une assez forte solidarité !

La proposition des droits à la retraite basée sur des « points » :

- > détruirait toute solidarité !
- > transposerait chez-nous des « modèles » extérieurs dont nous n'avons pas de réelles évaluations !
- > ferait porter tous les risques sur des versements dits « d'assurance » sans aucune garantie !

Seraient les plus pénalisés les retraités les plus modestes, à courte espérance de vie !!!

A CE PROPOS : Une étude de l'INSEE, pour la période 2012/2016 montre que :

- > les 5 % des hommes les plus aisés ont une espérance de vie de 84ans et 3mois
- > les 5 % des hommes les plus modestes ont une espérance de vie de 71ans et 2mois

Ainsi : les plus aisés vivent 13ans et 1mois de plus que les plus modestes !
Chez les femmes, cet écart est plus faible, mais s'élève tout de même à 8 ans !

Aujourd'hui, si nous n'en sommes plus, ni à la fin du XIXème siècle, ni au début du XXème, et de la simple préoccupation de la « survie » ... l'allongement de notre espérance de vie ouvre des perspectives pour lesquelles nombre de retraités s'engagent : loisirs, voyages, ... mais aussi activités d'intérêt général, social !
Notre souci est de faire de nos retraites un projet personnel
– bien sûr -, mais aussi situé dans nos environnements : un projet citoyen !

Denis FILOQUE
(adhérent FSU, secrétaire FGR-FP 27)

CSG ? Et puis ?

Cette mesure n'est pas nouvelle : cf Rocard !
Elle est et sera gérée à on ne sait quelle variable !

Les retraités d'aujourd'hui payent pour les riches :

« Ils » sont sensés éponger tous les scandales de notre société : injustices, chômage, services publics bradés, évasion fiscale, etc !

À savoir que tout cela n'est voué qu'à l'échec : il n'est pas de société sans solidarité !

22 MAI : TOUS POUR LA FONCTION PUBLIQUE

Affaiblissement du dialogue social, recours accru au contrat et donc développement de l'emploi précaire, salaires « au mérite », « externalisation » de missions, abandon de « missions de services publics », non reconnaissance du travail des agents et de leurs qualifications, dégradation du pouvoir d'achat, « Plan de départs volontaires », prévision de 120 000 suppressions d'emplois en 5 ans dont 70 000 à la Fonction publique territoriale, toujours un agent sur cinq non titulaire sans perspective... voilà le nouveau monde en marche d'Emmanuel Macron!

Ce projet de « transformation de l'Action publique » prévue par le gouvernement est dangereux aussi bien pour les agents que pour les usagers.

Il ne vise pas à améliorer la qualité des services ni à améliorer les conditions de travail des agents, mais il organise le moins d'État et d'action publique des collectivités territoriales. Moins de services publics, c'est moins de droits pour toutes et tous car les services publics contribuent à l'égalité d'accès, sur l'ensemble du territoire, aux droits fondamentaux.

C'est le contraire d'un projet de société solidaire.

Il remet en cause le statut général des fonctionnaires qui pourtant porte les principes et outils qui permettent toutes les évolutions nécessaires pour continuer d'adapter les services au besoin de la population et qui offre aussi les droits et garanties collectives nécessaires tant aux agents qu'aux usagers.

Face aux enjeux économiques et sociaux, aux défis écologiques, le besoin de solidarité ne s'est fait autant sentir dans notre société. La Fonction publique reste une réponse pertinente pour la cohésion de notre société.

C'est pourquoi la FSU s'opposera à la remise en cause de notre modèle social.

Ensemble, nous pouvons le défendre et le conforter en faisant gagner nos revendications !

Agents des services techniques, enseignants, infirmières, aide soignantes, policiers, pompiers, agents des services administratifs, magistrats, travailleurs sociaux... le 22 mai prochain, pour nos métiers, nos conditions de travail, la reconnaissance de notre travail, de nos qualifications et de nos rémunérations, pour promouvoir des services publics de qualité si utiles à la société soyons engagés et mobilisés !

Au moment où ce bulletin est bouclé, l'heure et le lieu de la manifestation ne sont pas encore arrêtés.
Informations à suivre dès la rentrée.

Après la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur (« Parcoursup »), et celle des épreuves du baccalauréat, le gouvernement vient de présenter au Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE), une refonte des enseignements, des horaires et de l'architecture du lycée.

Ces trois réformes – qui se complètent – modifient profondément la donne, transformant un lycée déjà inégalitaire en gare de triage, un lycée taillé sur mesure pour satisfaire le dogme libéral.

Un lycée « à la carte »...

Les séries S, L, ES qui existaient jusqu'ici disparaissent au profit de parcours « à la carte ».

Les élèves en fin de seconde devront choisir trois enseignements de spécialité qui seront déterminants pour les études après le baccalauréat. Un « mauvais » choix (à 15 ans !) empêchera certaines poursuites d'études alors qu'aujourd'hui, le baccalauréat – quel qu'il soit – permet d'accéder à la filière universitaire de son choix. A cela s'ajoute une réduction horaire de 2 à 3 heures par niveau, et, à la clé, la suppression de l'équivalent de 7 000 postes ; une autonomie renforcée par un cadrage encore plus faible et des heures « marge » (12 heures en seconde !) affectées aux dédoublements, aux options, à l'Accompagnement Personnalisé et à l'orientation... Autant dire qu'il n'y en aura pas pour tout le monde !

Les séries technologiques sont, elles, maintenues mais modifiées (fusion de spécialités et baisse horaire).

... et une réforme du baccalauréat...

« Muscler » le baccalauréat ? C'était la promesse du ministre Blanquer. La réforme va, au contraire, l'affaiblir. 40% de la note finale sera déterminée par une évaluation en contrôle continu. L'obtention du baccalauréat dépendra bien plus qu'aujourd'hui d'évaluations locales en lieu et place des épreuves nationales terminales et anonymes qui seules garantissent l'égalité de traitement de tous les élèves et la valeur du diplôme. Demain, si cette réforme s'applique, cette valeur sera indexée à la réputation de chaque lycée.

Le simplifier ? L'objectif affiché de réduire le nombre d'épreuves terminales cache en réalité une véritable usine à gaz. Car si seules quatre disciplines feront l'objet d'une évaluation terminale, nationale (français, philosophie et les deux enseignements de spécialité), toutes les autres seront évaluées lors de trois sessions différentes (deux en classe de première et une en terminale) avec, à la clé, une explosion du nombre d'épreuves (30 épreuves au lieu de 12 actuellement !).

Moins de stress pour les lycéens ? Cette réforme instaure en fait une évaluation permanente et promet une pression continue pour les élèves qui avaient jusqu'ici deux années pour se préparer, apprendre et surmonter les difficultés éventuelles. Désormais, chaque évaluation comptera pour l'obtention du baccalauréat, 10% de la note finale étant déterminée par les moyennes portées sur les bulletins trimestriels de première et terminale.

Par ailleurs, ils devront très tôt – dès le deuxième trimestre de première – subir de multiples épreuves qui compteront pour 30% de la note finale et dont l'organisation et la passation réduiront d'autant le temps consacré aux apprentissages.

... au service de la sélection

A défaut d'adapter le nombre de places en université au nombre d'étudiants – ce qui supposerait de donner aux universités les moyens nécessaires pour accueillir les bacheliers dont le nombre augmente – le gouvernement a fait le choix d'adapter le nombre d'étudiants au nombre de places en instaurant avec « Parcoursup » une sélection qui ne dit pas son nom.

Jusqu'ici les bacheliers pouvaient choisir la formation post-bac de leur choix. Désormais, c'est l'inverse. Contrairement au discours ministériel, il ne s'agit pas de prévenir l'échec en université mais de décourager les élèves de poursuivre leurs études. De nombreux collègues siégeant dans le cadre des conseils de classe du deuxième trimestre ont tenu à marquer leur opposition à cette sélection en portant des avis non bloquants sur les « Fiches Avenir » des élèves (fiches transmises ensuite sur la plateforme « Parcoursup »).

Mais tout reste à faire pour enrayer ce lycée libéral que le gouvernement compte imposer à marche forcée.

Le 10 avril dernier a eu lieu le deuxième Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail Départemental de l'année.

La FSU 27 y a dénoncé les effets néfastes que les mesures annoncées ou déjà mises en place par le ministère de l'Éducation Nationale allaient engendrer sur les conditions de travail : les assises de la maternelle qui laissent présager la perte de sa spécificité et font planer le doute sur son avenir, la réforme du baccalauréat, la mise en place de la plate-forme Parcours-sup qui instaure la sélection généralisée dans l'accès au supérieur, l'incertitude quant à l'avenir de la filière technologique du lycée, le transfert des missions d'information dévolues aux Directions régionales de l'ONISEP aux Régions...

Dans une déclaration inter-syndicale, à l'initiative de la FSU 27, les organisations syndicales ont aussi dénoncé les intentions du gouvernement de copier le nouveau Comité Social et Économique du privé en envisageant la création d'une nouvelle instance issue de la fusion des Comités Techniques et des CHSCT.

Enfin, à l'occasion de deux vœux intersyndicaux, initiés eux-aussi par la FSU, il a été demandé que, si le Conseil départemental ne revenait pas à la raison en annulant les fermetures des collèges Pablo Neruda et Pierre Mendès-France, des visites exceptionnelles du CHSCTD soient organisées dès septembre 2018 dans tous les collèges concernés par les resectorisations afin de constater si les conditions de travail des personnels sont acceptables et qu'un état des lieux complet des travaux et aménagements prévus par le conseil départemental pour la rentrée 2018 dans les collèges Georges-Politzer, Paul-Bert, Jean-Jaurès, Navarre, Hyacinthe-Langlois, Le-Hamelet et Michel-de-Montaigne soit établi et présenté lors du prochain CHSCTD.

Le travail de la FSU dans les CHSCTD dépend aussi des retours que les adhérents peuvent faire : ainsi dès que vous constatez une dégradation de vos conditions de travail ou que vous estimez que votre sécurité est menacée, renseignez le registre Santé et Sécurité au travail qui doit se trouver à la disposition de chacun dans tous les établissements et transmettez la fiche aux membres FSU du CHSCTD.

Petite histoire d'un long périple

Depuis la naissance de la FSU en 1993, la FSU 27 était logée dans les locaux de la Bourse du Travail appartenant à la ville d'Evreux, en lieu et place de la défunte FEN. Avec elle, étaient logées les organisations CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC. Ces locaux étaient anciens et vétustes.

Le Conseil Général et la mairie d'Evreux se mirent en quête d'une solution de relogement, le CG étant le porteur principal du projet. Au début, tout était envisagé : construction ou relogement dans un local existant à adapter. Un inventaire des besoins de chaque organisation syndicale en terme de surface, pièces... a été réalisé conjointement. D'entrée de jeu, toutes les organisations logées et celles qui ne l'étaient pas se sont organisées en intersyndicale : une intersyndicale qui durera au fil des années et des aléas.

Rapidement, l'option d'une nouvelle construction a été abandonnée (trop chère et trop difficile à accepter par certains élus). Selon le marché de l'immobilier d'Evreux, se sont alors succédés de nombreuses hypothèses allant parfois jusqu'à une visite des locaux mais au final, pour une raison ou pour une autre, le projet était toujours abandonné.

Puis, il y eut l'épisode du faubourg St Léger. Le bâtiment laissé par les services techniques de la ville d'Evreux était disponible...seul petit souci c'était un immeuble type Pailleron !! Toutes les organisations syndicales s'en sont rendues compte et l'on dit, le projet a bien avancé (plan, choix du mobilier, début des travaux d'une extension...) pour s'arrêter précipitamment lorsque l'on s'est rendu compte que le désamiantage allait coûter...cher. Tout s'est arrêté. Puis il y eut le dernier avatar du Carmel à Gragny : à deux doigts d'aboutir...c'était sans compter avec le changement de majorité au Conseil Départemental.

Dès lors, les choses furent « simples » : le CD abandonne le projet (pas de sous disponibles et surtout...pas de volonté politique). Le maire d'Evreux voulant concrétiser un projet immobilier sur le lieu de la Bourse du Travail s'oblige à faire une proposition...inacceptable. S'en suit alors une période sombre où le risque majeur est celui de l'expulsion pure et simple sans relogement aucun, avec même la visite d'un huissier...

L'action unitaire des organisations syndicales de l'Eure et le renfort inattendu mais très opportun du Préfet obligeront l'un et l'autre à remettre l'ouvrage sur le métier. Au final, c'est donc une ancienne école maternelle qui sera la nouvelle Bourse du Travail. Toutes les organisations y sont logées dans de bien meilleures conditions. Seul bémol, et non des moindres, l'intégralité des charges (chauffage, électricité...) sera supportée par les syndicats !

CREMAILLÈRE FSU 27 VENDREDI 25 MAI 17H 30



ENSEMBLE
NOUS AVONS GAGNÉ...
ÇA SE FÊTE LE 25 MAI !

Cela fait environ deux mois que la FSU, et les autres organisations syndicales, sont dans les locaux de la nouvelle Bourse du Travail à St-Michel : locaux qui étaient ceux de l'école Jean Piaget.

Pour fêter cette victoire, nous invitons les adhérent(e)s et leur conjoint(e) à venir « pendre la crémaillère » le

**VENDREDI 25 MAI à partir de
17h 30.**

Une bonne occasion de se retrouver
toutes et tous ensemble !

NOUVELLE ADRESSE FSU 27

17 Ter, rue de la Côte Blanche
27000 EVREUX

Nous sommes dans le quartier de Saint-Michel, dans l'ancienne école Jean Piaget. Pour y accéder, une fois devant l'ancien IUFM, il faut longer l'ensemble de son parc : c'est juste derrière le gymnase.

CREMAILLÈRE FSU 27 VENDREDI 25 MAI A PARTIR DE 17H 30 INSCRIVEZ-VOUS SANS ATTENDRE

Bulletin de participation à renvoyer, de préférence, par mail à fsu27@fsu.fr ou par courrier à FSU 27 17 ter, rue de la Côte Blanche 27000 Evreux en indiquant

NOM : Prénom : Syndicat :

Je serai présent(e) vendredi 25 mai OUI

Je serai présent(e) vendredi 25 mai et accompagné(e) de mon(ma) conjoint(e) et enfant(s). Indiquez nombre de personnes présentes :
OUI (entourer la réponse choisie)